

COMMUNIQUE DE PRESSE

Entreprise ITM à LECTOURE

A l'issue d'une réunion d'information sur le plan de réorganisation de la logistique du groupe ITM LAI entraînant la fermeture de la base de Lectoure et des conséquences pour l'emploi des salariés et l'économie du territoire, qui s'est tenue à Toulouse avec les représentants de l'entreprise, des représentants des salariés, des élus du Gers (parlementaires, conseil régional, conseil général, maires), des services régionaux et départementaux (Gers et Tarn-et-Garonne) de l'Etat, de la CCI du Gers et de divers acteurs économiques régionaux, le Préfet de Région a confié au Préfet du Gers, M. Jean-Marc SABATHÉ, le soin de mettre en place un comité de pilotage de la convention de revitalisation du bassin d'emploi de Lectoure afin de préparer et de suivre dans les mois qui viennent et de façon précise le projet de revitalisation qui va être signé avec l'entreprise.

Ce comité de pilotage, qui se tiendra tous les mois à Auch, réunira l'ensemble des acteurs locaux concernés par le dossier et aura pour objectif d'accompagner la démarche de revitalisation en étudiant notamment le périmètre géographique d'intervention, les objectifs de création d'emplois et la liste des actions envisagées, afin de préparer la signature d'une convention locale en septembre 2013.

En parallèle, au niveau national, une négociation est en cours avec la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP) pour la signature d'un accord cadre national qui fixera en juin 2013 le montant de la contribution de l'entreprise à l'action de revitalisation et prévoira des conventions d'application pour les différents sites concernés en France dont Lectoure.

Localement, à Auch, le premier comité de pilotage sous la présidence du Préfet se réunira le lundi 6 mai 2013 à 15 heures, avec les représentants d'Intermarché, des représentants des organisations salariales et patronales, les parlementaires et les élus locaux, les organismes consulaires et les structures d'intervention économique, ainsi que les services de l'Etat dans le Gers qui sont totalement mobilisés sur ce dossier.